

## PROSPECTUS SIMPLIFIE

### PARTIE A STATUTAIRE

#### Présentation succincte :

• Code ISIN :	FR0007075668
• Dénomination :	BMM INDEXi
• Forme juridique :	Fonds commun de placement de droit français
• Compartiments/nourricier :	Non
• Société de gestion :	MARTIN MAUREL GESTION
• Gestionnaire financier par délégation :	MARTIN MAUREL GESTION INSTITUTIONNELLE
• Durée d'existence prévue :	Cet OPCVM a été initialement créé pour une durée de 99 ans
• Dépositaire :	BANQUE MARTIN MAUREL
• Commissaire aux comptes :	Monsieur Jean Paul FOUCAULT
• Commercialisateur :	GROUPE MARTIN MAUREL

#### Informations concernant les placements et la gestion :

• Classification :	Obligations et autres titres de créances libellés en euro.
• Objectif de gestion :	L'objectif de gestion de BMM INDEXi est de reproduire la performance des obligations de la zone euro indexées sur l'inflation (française et européenne).
• Indicateur de référence :	L'EuroMTS Inflation Linked Aggregate (all maturity) est un reflet parfait du marché des obligations d'état de la zone euro indexées sur l'inflation (française ou européenne). Il est libellé en euro. Les indices européens EuroMTS, indépendants et transparents, répliquent quotidiennement la performance totale des obligations d'Etat des pays appartenant à la zone euro. Au nombre de huit, ils permettent de mesurer les performances du marché des emprunts d'Etat sur différentes tranches de maturité.

#### • Stratégie d'investissement :

BMM INDEXi a une stratégie de constitution d'un portefeuille de produits de taux d'intérêt indexés sur l'inflation. Le FCP fera l'objet d'une gestion active sur les obligations indexées de la zone euro dans des proportions proches de l'indice EuroMTS Inflation Linked Aggregate (all maturity). Le portefeuille est investi en actifs obligataires et instruments du marché monétaire sélectionnés selon le processus suivant : choix d'exposition aux taux en fonction des données macro-économiques et des stratégies des banques centrales, choix d'exposition aux différents pays composant l'indicateur de référence, choix d'exposition au risque de crédit. Le portefeuille est ainsi construit en fonction de l'allocation de taux, de l'allocation géographique et de la nature des émetteurs.

Les actifs obligataires et les titres de créances ou instruments du marché monétaire sont libellés en euro ou, accessoirement, en devises. Ces valeurs mobilières peuvent être à revenu fixe, variable ou mixte, à coupon bas ou égal à zéro.

Les produits de taux d'émetteurs privés peuvent représenter jusqu'à 100 % de l'actif. Ces émetteurs peuvent être retenus afin de pallier le peu de volumes d'émission d'obligations indexées de certains états de la zone euro ou le faible niveau de notation de certains états par les diverses agences de notation. En effet, les papiers retenus pour la gestion du fonds sont issus d'émetteurs qui sont principalement « Investment Grade » chez les principaux instituts de notation (S&P, Fitch, Moody's...) et bénéficient majoritairement d'une notation au moins égale à A- (S&P). Toutefois, le fonds pourra détenir des produits de taux d'émetteurs non notés par ces agences. BMM INDEXi peut intervenir sur des instruments dérivés pour prendre des positions sur les taux en vue de couvrir le portefeuille ou de l'exposer pour réaliser l'objectif de gestion. Les opérations sur les devises seront réalisées uniquement dans un but de couverture. Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement représentant 100 % de l'actif du fonds.

Pour la gestion de sa trésorerie, BMM INDEXi aura recours aux parts ou actions d'OPCVM monétaires de la zone euro, aux dépôts d'une durée maximale de 12 mois, aux emprunts d'espèces et aux opérations de cession et d'acquisition temporaire de titres.

• **Profil de risque :**

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

- *Risque de gestion discrétionnaire ;*

Le style de gestion discrétionnaire du FCP repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés de taux. En conséquence, il existe un risque que le FCP ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.

- *Risque de taux ;*

Le FCP comporte un risque de taux, la sensibilité aux taux d'intérêt du portefeuille du FCP est comprise entre 0 et 15.

La sensibilité exprime le degré moyen de réaction des cours des titres à taux fixe détenus en portefeuille lorsque les taux d'intérêt varient de 1%.

La valeur liquidative du FCP baissera en cas de hausse des taux et montera en cas de baisse des taux.

- *Risque de crédit ;*

Le risque de crédit est le risque de dégradation de la situation financière et économique d'un émetteur, cette dégradation pouvant entraîner une baisse de la valeur du titre de l'émetteur, et donc une baisse de la valeur liquidative du FCP.

Le FCP présente un risque de crédit réduit.

- *Risque de capital ;*

L'investisseur est averti que l'OPCVM n'offre pas de garantie, qu'il suit des fluctuations de marché et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué.

• **Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type :**

Parts I : plus particulièrement destinées aux institutionnels

Parts P : Tous souscripteurs

L'OPCVM s'adresse à un type d'investisseur qui souhaite bénéficier d'une gestion obligataire de ses avoirs sur les différents pays de la zone euro tout en se protégeant d'une hausse de l'inflation.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans cet OPCVM dépend de la situation personnelle de l'investisseur. Pour le déterminer, il doit tenir compte de son patrimoine personnel, de ses besoins actuels et de la durée recommandée de placement mais également de son souhait de prendre des risques ou au contraire de privilégier un investissement prudent.

Dans tous les cas, il est fortement recommandé de diversifier suffisamment ses investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques de l'OPCVM.

Durée de placement recommandée : 3 ans.

**Informations sur les frais, commissions et la fiscalité :**

• **Frais et commissions :**

Commissions de souscription et de rachat :

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises à l'OPCVM servent à compenser les frais supportés par l'OPCVM pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises reviennent à la société de gestion, au commercialisateur, etc.

<b>Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscription et des rachats</b>	<b>Assiette</b>	<b>Taux barème</b>
Commission de souscription non acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	0,30%
Commission de souscription acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	0,10%
Commission de rachat non acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	Néant
Commission de rachat acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	Néant

Les frais de fonctionnement et de gestion :

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc.) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de surperformance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que l'OPCVM a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées à l'OPCVM ;
- des commissions de mouvement facturées à l'OPCVM ;
- une part du revenu des opérations d'acquisition et cession temporaires de titres.

Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPCVM, se reporter à la partie B du prospectus simplifié.

Frais facturés à l'OPCVM	Assiette	Taux Barème
Frais de fonctionnement et de gestion TTC (incluant tous les frais hors frais de transaction, de surperformance et frais liés aux investissements dans des OPCVM ou fonds d'investissement)	Actif net Hors parts ou actions d'OPCVM dont la banque Martin Maurel est dépositaire	<b>Parts I</b> : 0,25% TTC Taux maximum <b>Parts P</b> : 0,60% TTC Taux maximum
Commission de surperformance	Actif net	Néant

• **Régime fiscal** : Support de contrats d'assurance vie.

- Avertissement : Selon votre régime fiscal, les plus-values et revenus éventuels liés à la détention de parts de l'OPCVM peuvent être soumis à taxation. Nous vous conseillons de vous renseigner à ce sujet auprès du commercialisateur de l'OPCVM.

**Informations d'ordre commercial :**• **Conditions de souscription et de rachat :**

Dénomination commerciale	Code ISIN	Valeur initiale de la part	Devises de libellé	Souscription initiale minimale	Souscription ultérieure minimale	Souscripteurs concernés
I	FR0010275628	100 000,00 €	euros	1 000 000,00 €	1 part	Institutionnels
P	FR0007075668	500,00 €	euros	1 part	1 part	Tous souscripteurs

Les demandes de souscription et de rachat sont centralisées chaque vendredi avant 11 heures 30 auprès de BANQUE MARTIN MAUREL - 43, rue Grignan - 13006 MARSEILLE. Elles sont exécutées sur la base de la prochaine valeur liquidative.

- **Date de clôture de l'exercice** : Dernier jour de bourse du mois de décembre.
- **Affectation du résultat** : Capitalisation pour toutes les catégories de parts
- **Date et périodicité de calcul de la valeur liquidative** : Le calcul de la valeur liquidative est hebdomadaire le vendredi à l'exception des jours fériés légaux suivant le calendrier de la Bourse de Paris. Dans ce cas, la valeur liquidative est calculée le jour ouvré précédent.
- **Lieu et modalités de publication ou de communication de la valeur liquidative** : La valeur liquidative est disponible sur simple demande auprès de la Banque Martin Maurel, sur son site Internet ([www.martinmaurel.com](http://www.martinmaurel.com)).
- **Devise de libellé des parts ou actions** : Les parts de l'OPCVM sont libellées en euros.

Dénomination commerciale	Code ISIN	Distribution des revenus	Devises de libellé	Souscripteurs concernés
I	FR0010275628	Capitalisation	euros	Institutionnels
P	FR0007075668	Capitalisation	euros	Tous souscripteurs

• **Date de création** : Cet OPCVM a été agréé par la Commission des Opérations de Bourse le 26 juillet 2002. Il a été créé le 6 août 2002.

**Informations supplémentaires :**

Le prospectus complet de l'OPCVM et les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite du porteur auprès de :

MARTIN MAUREL GESTION - 43 rue Grignan - 13006 MARSEILLE

Des explications supplémentaires peuvent être obtenues si nécessaire auprès du service de la gestion comptable et administrative des OPCVM : e-mail : [document.opcvm@martinmaurel.com](mailto:document.opcvm@martinmaurel.com) téléphone 04 91 04 82 02.

Le document présentant les conditions dans lesquelles la société de gestion exerce ses droits de vote peut être consulté au siège de la société de gestion ou demandé par courrier à l'adresse de celle-ci.

L'information relative à l'exercice, par la société de gestion, des droits de vote pour les résolutions présentées à l'assemblée générale d'un émetteur pour lequel la quotité de titres détenus par les OPCVM atteint le seuil de détention fixé par la politique de vote peut être demandé par courrier à l'adresse de la société de gestion.

La société de gestion ne répond pas, dans un délai d'un mois, à une demande d'information relative au vote portant sur une résolution, lorsqu'elle a voté conformément aux principes de sa politique de vote et aux propositions du directoire ou du conseil d'administration.

Date de publication du prospectus : 8 avril 2011

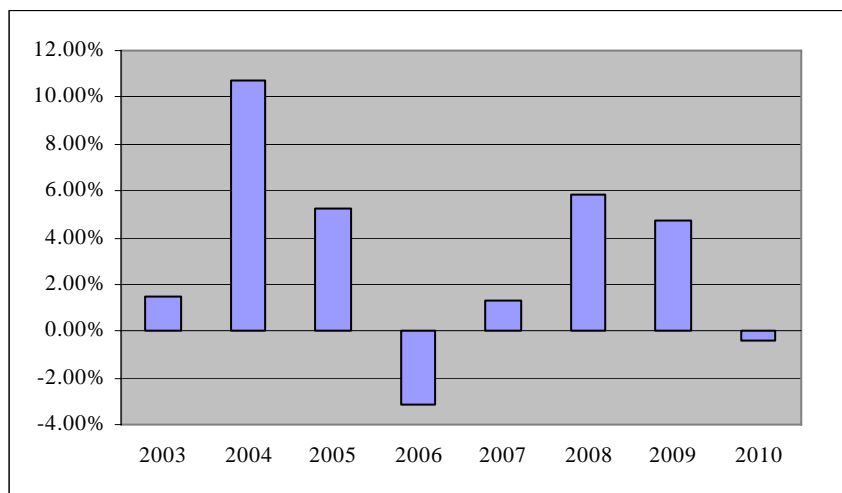
Le site de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)) contient des informations complémentaires sur la liste des documents réglementaires et l'ensemble des dispositions relatives à la protection des investisseurs.

Le présent prospectus simplifié doit être remis aux souscripteurs préalablement à la souscription.

<b>PARTIE B STATISTIQUES</b>
------------------------------

<b>Performances du FCP au 31/12/2010 :</b>
--

<b>Performances annuelles de la part P</b>
--

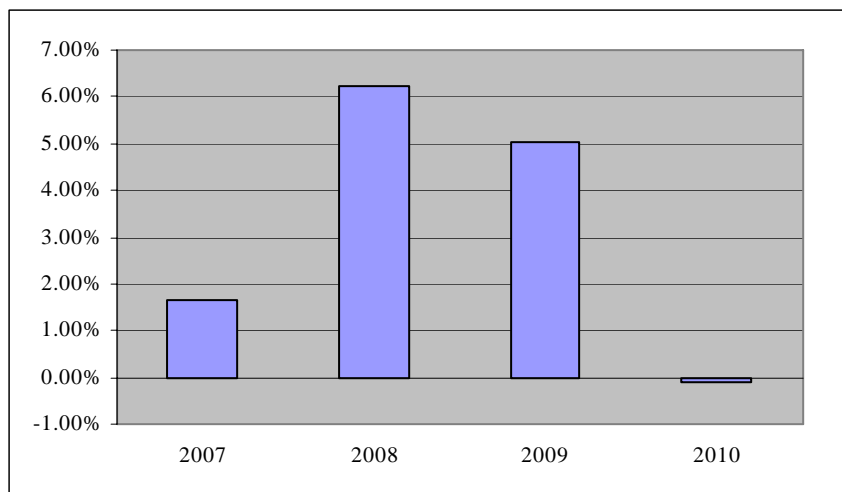


Performances annualisées	1 an	3 ans	5 ans
<b>OPCVM</b>	-0.43%	3.34%	1.60%
Euro MTS linked aggregate all maturity	-0.26%	3.84%	2.31%

<b>Présentation des frais facturés à l'OPCVM au cours du dernier exercice clos au 31/12/10 :</b>
--

<b>Frais de fonctionnement et de gestion de la part P</b>	<b>0,58%</b>
<b>Coût induit par l'investissement dans d'autres OPCVM ou fonds d'investissement</b> Ce coût se détermine à partir : - des coûts liés à l'achat d'OPCVM et fonds d'investissement - déduction faite des rétrocessions négociées par la société de gestion de l'OPCVM investisseur	
<b>Autres frais facturés à l'OPCVM</b> Ces autres frais se décomposent en : - commission de surperformance - commissions de mouvement	
<b>Total facturé à l'OPCVM au cours du dernier exercice clos</b>	<b>0,58%</b>

**Performances annuelles de la part I**



Performances annualisées	1 an	3 ans	5 ans
<b>OPCVM</b>	-0.09%	3.69%	
Euro MTS linked aggregate all maturity	-0.26%	3.84%	

*Avertissement et commentaires éventuels*

*Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Elles ne sont pas constantes dans le temps. La performance de l'indicateur n'inclut pas les dividendes détachés par les actions qui composent l'indicateur. L'OPCVM a un indicateur de référence depuis l'exercice 2005.*

**Présentation des frais facturés à l'OPCVM au cours du dernier exercice clos au 31/12/10 :**

<b>Frais de fonctionnement et de gestion</b>	<b>0,24%</b>
<b>Coût induit par l'investissement dans d'autres OPCVM ou fonds d'investissement</b> Ce coût se détermine à partir : - des coûts liés à l'achat d'OPCVM et fonds d'investissement - déduction faite des rétrocessions négociées par la société de gestion de l'OPCVM investisseur	
<b>Autres frais facturés à l'OPCVM</b> Ces autres frais se décomposent en : - commission de surperformance - commissions de mouvement	
<b>Total facturé à l'OPCVM au cours du dernier exercice clos</b>	<b>0,24%</b>

**Les frais de fonctionnement et de gestion**

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM, à l'exception des frais de transaction, et le cas échéant, de la commission de surperformance. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse,...) et la commission de mouvement (voir ci-dessous).

Les frais de fonctionnement et de gestion incluent notamment les frais de gestion financière, les frais de gestion administrative et comptable, les frais de dépositaire, de conservation et d'audit.

Coût induit par l'achat d'OPCVM et/ou de fonds d'investissement

Certains OPCVM investissent dans d'autres OPCVM ou dans des fonds d'investissement de droit étranger (OPCVM cibles). L'acquisition et la détention d'un OPCVM cible (ou d'un fonds d'investissement) font supporter à l'OPCVM acheteur deux types de coûts évalués ici :

- des commissions de souscription/rachat. Toutefois la part de ces commissions acquises à l'OPCVM cible est assimilée à des frais de transaction et n'est donc pas comptée ici.
- des frais facturés directement à l'OPCVM cible, qui constituent des coûts indirects pour l'OPCVM acheteur.

Dans certains cas, l'OPCVM acheteur peut négocier des rétrocessions, c'est-à-dire des rabais sur certains de ces frais. Ces rabais viennent diminuer le total des frais que l'OPCVM acheteur supporte effectivement.

#### **Autres frais facturés à l'OPCVM**

D'autres frais peuvent être facturés à l'OPCVM. Il s'agit :

- des commissions de surperformance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que l'OPCVM a dépassé ses objectifs.
- des commissions de mouvement. La commission de mouvement est une commission facturée à l'OPCVM à chaque opération sur le portefeuille. Le prospectus complet détaille ces commissions. La société de gestion peut en bénéficier dans les conditions prévues en partie A du prospectus simplifié.

L'attention de l'investisseur est appelée sur le fait que ces autres frais sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et que les chiffres présentés ici sont ceux constatés au cours de l'exercice précédent.

#### **Informations sur les transactions au cours du dernier exercice clos au 31/12/10:**

Les transactions entre la société de gestion pour le compte des OPCVM qu'elle gère et les sociétés liées ont représenté sur le total des transactions de cet exercice :

<b>Classes d'actifs</b>	<b>Transactions</b>
<b>Actions</b>	<i>Néant</i>
<b>Obligations</b>	<i>Néant</i>
<b>OPCVM</b>	<i>41,97%</i>
<b>T.C.N.</b>	<i>Néant</i>
<b>Autres valeurs</b>	<i>Néant</i>

## NOTE DETAILLEE

## I – Caractéristiques Générales

**1. Forme de l'OPCVM :**

- **Dénomination :** BMM INDEXi
- **Forme juridique de l'OPCVM et état membre :** Fonds commun de placement de droit français
- **Date de création et durée d'existence prévue :** FCP créé le 6 août 2002 pour une durée de 99 ans
- **Synthèse de l'offre de gestion :**

Code ISIN	Affectation des revenus	Devises de libellé	Souscription initiale minimale	Souscription ultérieure minimale	Souscripteurs concernés
FR0010275628	Capitalisation	euros	1 000 000,00 €	1 part	Institutionnels
FR0007075668	Capitalisation	euros	1 part	1 part	Tous souscripteurs

➤ **Indication du lieu où l'on peut se procurer le dernier rapport annuel et le dernier état périodique :**

Les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite du porteur auprès de MARTIN MAUREL GESTION - Gestion comptable et administrative - 43 rue Grignan - 13006 MARSEILLE  
Des explications supplémentaires peuvent être obtenues si nécessaire auprès de votre conseiller habituel, ou par e-mail auprès du service de la gestion comptable et administrative des OPCVM : [document.opcvm@martinmaurel.com](mailto:document.opcvm@martinmaurel.com).

**2. Acteurs :**➤ **Société de gestion :**

MARTIN MAUREL GESTION, société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance, Siège social : 43, rue Grignan - 13006 MARSEILLE  
Société de gestion de portefeuille agréée par la commission des opérations de bourse le 30 septembre 1997 sous le n° GP-97103

➤ **Dépositaire et conservateurs :**

BANQUE MARTIN MAUREL Société anonyme, siège social : 43, rue Grignan - 13006 MARSEILLE  
Établissement de crédit agréé par le CECEI

➤ **Commissaires aux comptes :**

Cabinet FOUCAULT - Monsieur Jean Paul FOUCAULT - 229, Boulevard Pereire - 75017 PARIS

➤ **Commercialisateur :**

Groupe MARTIN MAUREL

➤ **Déléataires :**

La gestion financière a été déléguée auprès de :  
MARTIN MAUREL - GESTION INSTITUTIONNELLE - Société anonyme - 17, avenue Hoche 75008PARIS  
Société de gestion de portefeuille agréée par la commission des opérations de bourse le 20 décembre 2002 sous le n° GP-02032

➤ **Conseillers :** Néant

## II – Modalités de fonctionnement

### 1 Caractéristiques générales :

#### ➤ **Caractéristiques des parts ou actions :**

Nature du droit attaché à la catégorie de part : Chaque part donne droit, dans la copropriété de l'actif et dans le partage des résultats, à une part proportionnelle à la fraction d'actif qu'elle représente.

Modalités de tenue du passif : La tenue du passif est assurée par le dépositaire, la BANQUE MARTIN MAUREL.

Droits de vote : Aucun droit de vote n'est attaché aux parts. Les décisions de vote sont prises par la société de gestion. Le document présentant les conditions dans lesquelles la société de gestion exerce ses droits de vote peut être consulté au siège de la société de gestion ou demandé par courrier à l'adresse de celle-ci.

Décimalisation des parts : Les parts sont tenues en part entière.

#### ➤ **Date de clôture de l'exercice comptable :**

Dernier jour de bourse du mois de décembre.

#### ➤ **Indication sur le régime fiscal :**

L'OPCVM n'est pas assujéti à l'impôt sur les sociétés et les distributions ou les plus ou moins values sont imposables entre les mains de ses porteurs. Le régime fiscal applicable aux sommes distribuées par les OPCVM, ou aux plus ou moins-values latentes ou réalisées par l'OPCVM, dépend de la situation particulière de l'investisseur et/ou de la juridiction d'investissement de l'OPCVM. En cas de doute sur sa situation fiscale, il est recommandé au porteur de s'adresser à un conseiller spécialisé.

### 2. Dispositions particulières :

- **Code ISIN :**

Parts I :	FR0010275628
Parts P :	FR0007075668
- **Classification :** Obligations et autres titres de créances libellés en euro.

➤ **Objectif de gestion :** L'objectif de gestion de BMM INDEXi est de reproduire la performance des obligations de la zone euro indexées sur l'inflation (française et européenne).

➤ **Indicateur de référence :** L'EuroMTS Inflation Linked Aggregate (all maturity) est un reflet parfait du marché des obligations d'état de la zone euro indexées sur l'inflation (française ou européenne). Il est libellé en euro. Les indices européens EuroMTS, indépendants et transparents, répliquent quotidiennement la performance totale des obligations d'Etat des pays appartenant à la zone euro. Au nombre de huit, ils permettent de mesurer les performances du marché des emprunts d'Etat sur différentes tranches de maturité. Les indices EuroMTS sont calculés en continu sur les prix négociables en temps réels du groupe MTS, plate-forme de référence pour la négociation des obligations d'Etat de la zone euro. Ces prix de marché sont le reflet des cotations effectuées par plus de 250 établissements bancaires sur la plate-forme MTS. Chacun des indices est construit sur des principes de représentativité des pays, de réplique de l'indice, d'homogénéité entre les « strates » et de transparence de la méthode.

#### ➤ **Stratégie d'investissement :**

##### Stratégies utilisées :

BMM INDEXi a une stratégie de constitution d'un portefeuille de produits de taux d'intérêt. Le FCP fera l'objet d'une gestion active sur les obligations indexées de la zone euro dans des proportions très proches de l'indice EuroMTS Inflation Linked Aggregate (all maturity).

Le portefeuille sera géré au sein d'une fourchette de sensibilité comprise entre 0 et 15.

##### *Stratégies de produits de taux :*

La stratégie d'investissement s'articule autour de quatre phases principales, la base de l'allocation étant de tirer le meilleur parti de la configuration de la courbe des taux pour obtenir une performance proche de la référence.

○ **Phase 1 :** Etablir des choix d'exposition au marché : sensibilité aux taux d'intérêt, positionnement sur la courbe des taux, exposition au risque de crédit. Ces choix sont définis à la suite d'un comité «macroéconomie» qui identifie le point de vue global des acteurs du marché (consensus) puis qui détermine le scénario économique de Martin Maurel Gestion.

○ **Phase 2** : Détermination quantitative de l'allocation du risque. L'allocation quantitative du risque se fait à deux niveaux. D'une part, une allocation par classe d'actifs ; les gérants s'écartent plus ou moins de l'allocation stratégique. D'autre part, un contrôle parallèle des implications de cette allocation en terme de risque global de l'OPCVM.

Le risque global d'un OPCVM obligataire est principalement appréhendé en fonction de sa sensibilité, sa convexité et sa répartition en terme de notation.

○ **Phase 3** : Choix des émetteurs par segment de courbe et de notation. Les émetteurs privés sont sélectionnés suite à une grille précise définie en comité de «risque crédit».

○ **Phase 4** : Construction du portefeuille. Le portefeuille de BMM INDEXi est alors construit en fonction des choix d'allocation de risque et de nature d'émetteurs.

#### Catégories d'actifs :

##### *- Titres de créances et instruments du marché monétaire :*

Toutes les formes de valeurs mobilières sont autorisées : à revenu fixe, variable ou mixte, à coupon bas ou égal à zéro et toute autre forme de valeurs mobilières que les instituts de notation (S&P, Fitch, Moody's...) n'assimilent pas à des valeurs mobilières à haut risque. Les émetteurs retenus sont principalement « Investment Grade » et bénéficient majoritairement d'une notation au moins égale à A- (S&P). Toutefois, le fonds pourra détenir des produits de taux d'émetteurs non notés par les agences de notation. Les produits de taux d'émetteurs privés peuvent être représentés dans le portefeuille. Ces émetteurs seront retenus afin de pallier le peu de volumes d'émission de certains états de la zone euro ou le faible niveau de notation de certains états par les diverses agences de notation.

##### *- Parts ou actions d'O.P.C.V.M. :*

BMM INDEXi pourra investir jusqu'à 10 % de son actif en parts ou actions de fonds de droit français et/ou européens coordonnés monétaires de la zone euro dans le cadre de la gestion de la trésorerie.

##### *- Utilisations des instruments dérivés :*

Dans le but de réaliser l'objectif de gestion, BMM INDEXi peut intervenir sur des instruments financiers à terme et conditionnels négociés sur les marchés réglementés ou sur des opérations de gré à gré sur instruments financiers de taux de la zone euro et de devises (swaps de taux d'intérêt, options cotées sur les marchés de gré à gré, ventes à terme de devises ou swaps de devises). Dans ce cadre, le gérant pourra prendre des positions pour couvrir le portefeuille contre le risque "de taux" et le risque de "change" par le biais d'utilisation de futures, d'options et de changes à terme. En vue de la dynamisation éventuelle du portefeuille, il aura également la possibilité de recourir aux mêmes instruments financiers afin d'exposer le portefeuille aux taux. Ces opérations seront effectuées dans la limite de 100 % maximum de l'actif du fonds.

- *Instruments dérivés :*

- ✓ **Nature des marchés d'intervention :**

- réglementés : EUREX - LIFFE

- organisés,

- de gré à gré.

- ✓ **Risques sur lesquels le gérant désire intervenir :**

- taux,

- action,

- change,

- crédit,

- autres risques : volatilité, dividendes.

- ✓ **Nature des interventions, l'ensemble des opérations devant être limitées à la réalisation de l'objectif de gestion :**

- couverture,

- exposition,

- arbitrage,

- autre nature.

- ✓ **Nature des instruments utilisés :**

- futures :

- sur taux : les contrats obligataires cotés sur l'EUREX, anticipant l'évolution des emprunts d'Etat allemand sur les principales maturités sur des échéances trimestrielles.

- options :

- sur taux : couverture ou exposition au risque de volatilité des taux par la négociation sur l'EUREX d'options standardisées sur les contrats obligataires.

- swaps :

- change à terme : couverture du risque de devises.

- dérivés de crédit : néant.

- autre nature.

- *Dépôts* :

BMM INDEXi pourra effectuer des dépôts d'une durée maximum de 12 mois, auprès d'un ou plusieurs établissements de crédit dans la limite de 100 % de l'actif net dans le cadre de la gestion de la trésorerie

- *Opérations d'acquisition et de cession temporaire de titres* :

Pour la gestion de sa trésorerie, le FCP peut recourir aux prises et mises en pension à hauteur maximale respectivement de 10 % et 100 % de son actif. La limite est portée à 100 % dans le cas d'opérations de prises en pension contre espèces, à la condition que les instruments financiers pris en pension ne fassent l'objet d'aucune cession y compris temporaire ou de remise en garantie. Le FCP peut recourir aux prêts et emprunts de titres à hauteur respectivement de 100 % et 10 % de son actif.

➤ **Profil de risque :**

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

Le risque global de votre portefeuille peut être appréhendé par l'amplitude des variations de sa performance.

Plus précisément, BMM INDEXi réagira principalement en fonction des risques suivants :

- *Risque de gestion discrétionnaire* ;

Le style de gestion discrétionnaire du FCP repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés de taux. En conséquence, il existe un risque que le FCP ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.

- *Risque de taux* ;

Le FCP comporte un risque de taux, la sensibilité du portefeuille aux taux d'intérêt du FCP est comprise entre 0 et 15.

La sensibilité exprime le degré moyen de réaction des cours des titres à taux fixe détenus en portefeuille lorsque les taux d'intérêt varient de 1%.

La valeur liquidative du FCP baissera en cas de hausse des taux et montera en cas de baisse.

- *Risque de crédit* ;

Le risque de crédit est le risque de dégradation de la situation financière et économique d'un émetteur, cette dégradation pouvant entraîner une baisse de la valeur du titre de l'émetteur, et donc une baisse de la valeur liquidative du FCP.

Le FCP présente un risque de crédit réduit.

- *Risque de capital* ;

L'investisseur est averti que l'OPCVM n'offre pas de garantie, qu'il suit des fluctuations de marché et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué.

- *Risque lié aux marchés actions* ;

Néant

- *Risque de change* ;

(Risque que la valeur des investissements soit affectée par une variation des taux de change).

Néant. Les opérations sur les devises seront réalisées uniquement dans un but de couverture.

- *Risque de contrepartie* ;

Le FCP est exposé au risque de contrepartie résultant de l'utilisation d'instruments financiers à terme. Les contrats portant sur ces instruments financiers à terme peuvent être conclus avec un ou plusieurs établissement(s) n'étant pas en mesure d'honorer leur engagement au titre desdits instruments. Néanmoins, la majorité des instruments négociés à terme le seront sur des marchés organisés, pour lesquels les mécanismes des dépôts et des appels de marge permettent une éviction de ce risque. Les opérations de changes à terme ou de swap (change et taux) étant négociées de gré à gré, elles constitueront les principales formes du risque de contrepartie.

- *Garantie et protection* : néant

➤ **Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type :**

Parts I : plus particulièrement destinées aux institutionnels

Parts P : Tous souscripteurs

L'OPCVM s'adresse à un type d'investisseur qui souhaite bénéficier d'une gestion obligataire de ses avoirs sur les différents pays de la zone euro tout en se protégeant d'une hausse de l'inflation.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans cet OPCVM dépend de la situation personnelle de l'investisseur. Pour le déterminer, il doit tenir compte de son patrimoine personnel, de ses besoins actuels et de la durée recommandée de placement mais également de son souhait de prendre des risques ou au contraire de privilégier un investissement prudent.

Dans tous les cas, il est fortement recommandé de diversifier suffisamment ses investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques de l'OPCVM.

Durée de placement recommandée : 3 ans

➤ **Modalités de détermination et d'affectation des revenus :** Capitalisation pour toutes les catégories de parts

➤ **Caractéristiques des parts ou actions :**

Dénomination commerciale	Code ISIN	Distribution des revenus	Devises de libellé	Souscripteurs concernés	Valeur initiale de la part
I	FR0010275628	Capitalisation	euros	Institutionnels	100 000,00 €
P	FR0007075668	Capitalisation	euros	Tous souscripteurs	500,00 €

➤ **Modalités de souscription et de rachat :**

Dénomination commerciale	Code ISIN	Valeur initiale de la part	Devises de libellé	Souscription initiale minimale	Souscription ultérieure minimale	Souscripteurs concernés
I	FR0010275628	100 000,00 €	euros	1 000 000,00 €	1 part	Institutionnels
P	FR0007075668	500,00 €	euros	1 part	1 part	Tous souscripteurs

Les demandes de souscription et de rachat sont centralisées chaque vendredi avant 11 heures 30 auprès de BANQUE MARTIN MAUREL - 43, rue Grignan - 13006 MARSEILLE. Elles sont exécutées sur la base de la prochaine valeur liquidative.

Le calcul de la valeur liquidative est hebdomadaire le vendredi à l'exception des jours fériés légaux suivant le calendrier de la Bourse de Paris.

La valeur liquidative est disponible sur simple demande auprès de la Banque Martin Maurel, sur son site Internet ([www.martinmaurel.com](http://www.martinmaurel.com)).

➤ **Frais et commissions :**

Commissions de souscription et de rachat

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises à l'OPCVM servent à compenser les frais supportés par l'OPCVM pour investir ou désinvestir les avoir confiés. Les commissions non acquises reviennent à la société de gestion, au dépositaire, etc...

Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats	Assiette	Taux barème
Commission de souscription non acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	0,30%
Commission de souscription acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	0,10%
Commission de rachat non acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	Néant
Commission de rachat acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	Néant

Frais de fonctionnement et de gestion

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc.) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de surperformance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que l'OPCVM a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées à l'OPCVM ;
- des commissions de mouvement facturées à l'OPCVM ;
- une part du revenu des opérations d'acquisition et cession temporaires de titres.

Frais facturés à l'OPCVM	Assiette	Taux Barème
Frais de fonctionnement et de gestion TTC (incluant tous les frais hors frais de transaction, de surperformance et frais liés aux investissements dans des OPCVM ou fonds d'investissement)	Actif net Hors parts ou actions d'OPCVM dont la banque Martin Maurel est dépositaire	<b>Parts I</b> : 0,25% TTC Taux maximum <b>Parts P</b> : 0,60% TTC Taux maximum
Commission de surperformance	Actif net	Néant
Prestataires percevant des commissions de mouvement	Prélèvement sur chaque transaction	Néant

#### Procédure de choix des intermédiaires

Chaque année les intermédiaires financiers sont sélectionnés par l'ensemble des gérants de la société de gestion sur la base d'une série de critères de qualité de service (qualité de la recherche, qualité des conseils boursiers, qualité de l'exécution, du traitement administratif des ordres en front office...).

Une liste limitative est établie puis soumise au comité des risques boursiers qui la valide sur le plan du risque de contrepartie.

### III – Informations d'ordre commercial

Les demandes de souscription et de rachat sont centralisées le vendredi avant 11 heures 30 auprès de BANQUE MARTIN MAUREL - 43, rue Grignan - 13006 MARSEILLE. Elles sont exécutées sur la base de la prochaine valeur liquidative.

Le calcul de la valeur liquidative est hebdomadaire le vendredi à l'exception des jours fériés légaux suivant le calendrier de la Bourse de Paris. Dans ce cas, la valeur liquidative est calculée le jour ouvré précédent.

La valeur liquidative est disponible sur simple demande auprès de la Banque Martin Maurel, sur son site Internet ([www.martinmaurel.com](http://www.martinmaurel.com)).

Les informations concernant les changements effectués dans l'OPCVM sont diffusées suivant les modalités définies par l'AMF (information particulière des porteurs, avis financier, documents périodiques...)

Les derniers documents annuels et périodiques sont disponibles auprès de MARTIN MAUREL GESTION - Gestion comptable et administrative - 43 rue Grignan - 13006 MARSEILLE - e-mail : [document.opcvm@martinmaurel.com](mailto:document.opcvm@martinmaurel.com).

### IV – Règles d'investissement

#### REGLES D'ELIGIBILITE ET LIMITES D'INVESTISSEMENT

CONDITIONS D'ELIGIBILITE PAR RAPPORT A L'ACTIF NET	LIMITE D'INVESTISSEMENT
--	-------------------------

DEPOTS ET LIQUIDITES	
Dépôts, respectant les cinq conditions fixées par le décret n° 89-623 :	<b>Jusqu'à 100 %</b> <b>jusqu'à 20 %</b> de son actif dans des dépôts placés auprès du même établissement de crédit.
Détention des liquidités à titre accessoire dans la stricte limite des besoins liés à la gestion de ses flux	Les liquidités sont à inclure dans le ratio de <b>20 %</b> .

#### ACTIONS, TITRES DE CREANCE, PARTS ET TITRES DE CREANCES EMIS PAR DES FCC

instruments financiers suivants régis par le droit français ou un droit étranger : a) les actions et autres titres donnant ou pouvant donner accès, directement ou indirectement, au capital ou aux droits de vote, transmissibles par inscription en compte ou tradition ; b) les titres de créance qui représentent chacun un droit de créance sur l'entité qui les émet, transmissibles par inscription en compte	<b>Jusqu'à 100 %</b> Un OPCVM ne peut employer en titres d'un même groupe émetteur <b>plus de 5 %</b> .  A l'intérieur du portefeuille, une seule entité peut constituer le groupe émetteur. Ce ratio peut être porté à <b>10 %</b> pour une entité et <b>20 %</b> pour un groupe émetteur, si la valeur totale
--	--

<p>ou tradition, à l'exclusion des effets de commerce ; d) les parts et titres de créance émis par des fonds communs de créances.</p> <p>Ces instruments financiers sont :</p> <p>soit admis à la négociation sur un marché réglementé dont le siège est fixé dans un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen,</p> <p>-</p> <p>soit admis à la négociation sur un autre marché réglementé pour autant que celui-ci n'a pas été exclu par l'AMF(2)</p> <p>Soit des instruments financiers admis à la négociation sur un marché réglementé les instruments financiers émis dès lors que leur admission à la négociation a été demandée. Toutefois, cette assimilation cesse de produire effet un an après l'émission, si, à cette date, l'admission à la négociation n'a pas été obtenue.</p> <p>Soit des actifs admis à la négociation sur un marché réglementé les titres de créances négociables, émis sur le fondement du droit français ou d'un droit étranger, soumis à un contrôle public particulier visant à protéger les détenteurs de ces titres et répondant à chacune des quatre conditions fixées par le décret 89-623 art 2-II :</p> <p><b>Obligations spécifiques</b> Instruments financiers émis ou garantis par un Etat membre de l'OCDE, par les collectivités territoriales d'un Etat membre de la Communauté européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen, ou par un organisme international à caractère public dont un ou plusieurs Etats membres de la Communauté européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen font partie ou s'il s'agit de titres émis par la caisse d'amortissement de la dette sociale ;</p> <p>Obligations foncières émises par les sociétés de crédit foncier en application du 2° du I de l'article L.515-13 du cmf ou en titres européens équivalents, en obligations émises par un établissement de crédit dont l'objet exclusif est de refinancer les billets à ordre répondant aux dispositions des articles L. 313-42 à L.313-49 du cmf, émis pour mobiliser des créances de long terme représentatives de prêts au logement, à la condition que ces obligations aient des caractéristiques identiques à celle des billets.</p>	<p>des groupes qui dépassent 5 % ne dépasse pas <b>40 %</b> de l'actif.</p> <p>Les investissements sous-jacents aux contrats à terme sont retenus pour le calcul du ratio de 5 %/10 % - 20 %/40 %, à l'exception des contrats sur indices reconnus par l'AMF. Il en est de même pour les acquisitions et cessions temporaires ainsi que les dérivés de crédit</p> <p>La Limite de 5% est portée à 35%</p> <p>Toutefois, possibilité de porter cette limite à 100% si ces instruments financiers sont émis ou garantis par un des organismes énumérés ci contre, et proviennent d'au moins 6 émissions différentes, aucune ne dépassant 30% de l'actif de l'OPCVM</p> <p><b>25 %</b> si l'ensemble de ces obligations ne dépassent pas <b>80 %</b> de l'actif.</p>
--	---

## PARTS ET ACTIONS D'OPCVM OU DE FONDS D'INVESTISSEMENT

OPCVM de droit français ou européens conformes à la directive ou en actions et parts de fonds d'investissement.	<b>Jusqu'à 10 %</b>
---	---------------------

## AUTRES ACTIFS ELIGIBLES

<p>1° des bons de souscription ; 2° des bons de caisse ; 3° des billets à ordre ; 4° des billets hypothécaires ; 5° des actions ou parts de fonds d'investissement de droit étranger répondant aux critères fixés par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers ; 6° des actions ou parts de FCPR, de FCIMT, d'OPCVM ou de fonds d'investissement français ou</p>	<b>Jusqu'à 10 %</b> de l'actif :
---	----------------------------------

étrangers investissant plus de 10 % en parts ou actions d'OPCVM ou de fonds d'investissement, d'OPCVM nourriciers, d'OPCVM à règles d'investissement allégées, d'OPCVM à procédure allégée, d'OPCVM contractuels ;  
 7° des instruments financiers non négociés sur des marchés réglementés ou des TCN ne remplissant pas chacune des quatre conditions fixés page 4. En outre sont inclus dans le ratio « Autres actifs éligibles » les OPCVM ou fonds d'investissement eux-mêmes investis à plus de 10 % en parts ou actions d'OPCVM ou de fonds d'investissement.

#### INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME ET ACQUISITIONS ET CESSIONS TEMPORAIRES DE TITRES

##### Types d'interventions

- marchés réglementés et assimilés :

- ces contrats sont conclus sur les marchés à terme réglementés mentionnés à l'article L. 214-42 du code monétaire et financier et listés par l'arrêté du 6 septembre 1989 modifié ;

ces instruments financiers constituent des contrats à terme sur taux d'intérêt ou sur taux de change sur des marchés dont les règles définissent les conditions de fonctionnement, les conditions d'accès et de négociation, qui fonctionnent régulièrement et qui disposent d'une chambre de compensation prévoyant des exigences en matière de marges journalières ;

- opérations de gré à gré : dès lors qu'ils ne sont pas conclus sur un des marchés mentionnés aux deux alinéas précédents, ces contrats doivent répondre à chacune des 3 conditions fixées par décret.:

##### Dérivés de crédit

Un OPCVM peut conclure des contrats constituant des instruments financiers à terme répondant aux caractéristiques des dérivés de crédit définis par les conventions cadre de place. Ces contrats doivent respecter les différentes conditions fixées par le décret 89-623.

##### Opérations d'acquisition et de cessions temporaire de titres

opérations de cession temporaires d'instruments financiers (prêt de titres, mises en pension, ...).

opérations d'acquisition temporaires d'instruments financiers (emprunt de titres, prises en pension,...).

Engagement  $\leq$  **une fois** l'actif

La liste des marchés à terme est fixée par arrêté du ministre chargé de l'économie. A ce jour aucune liste n'a été publiée.

A l'exception des contrats sur indices reconnus par l'AMF, les sous-jacents à ces contrats sont pris en compte pour le calcul du ratio de 5%/10 %

Uniquement pour les opcvm prévoyant expressément d'y recourir

**Jusqu'à 100 %**

Les opérations d'acquisition ou de cession temporaires d'instruments financiers doivent être prises en compte, en positif ou en négatif, pour l'application des règles générales de composition de l'actif, des ratios d'emprise, des règles d'exposition au risque de contrepartie et des règles

	<p>d'engagement.</p> <p><b>Jusqu'à 10 %</b></p> <p>La limite est portée à <b>100 %</b> dans le cas d'opération de prise en pension contre espèces, à la condition que les instruments financiers pris en pension ne fassent l'objet d'aucune opération de cession y compris temporaire ou de remise en garantie</p> <p>Les titres acquis temporairement par l'OPCVM (empruntés ou pris en pension) qui font l'objet d'une cession sont limités à <b>10 %</b> de l'actif.</p>
--	--

#### PRET ET EMPRUNT D'ESPECES

Prêt d'espèces	interdit
Emprunt d'espèces	Maximum 10 % de l'actif

#### RISQUE DE CONTREPARTIE SUR UN MÊME CO-CONTRACTANT

. Le risque de contrepartie sur un même co-contractant est égal à la valeur de marché des contrats diminuée des garanties constituées, le cas échéant, au profit de l'organisme	L'exposition de l'organisme au risque de contrepartie sur un même co-contractant, résultant des instruments financiers à terme et des acquisitions ou cessions temporaires de titres, est limitée à <b>10 %</b> de son actif
---	--

#### RISQUE CUMULE SUR UNE MÊME ENTITE

<p>Emploi en cumul sur une même entité en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- actions et autres titres donnant ou pouvant donner accès, directement ou indirectement, au capital ou aux droits de vote, transmissibles par inscription en compte ou tradition ;</li> <li>- titres de créance qui représentent chacun un droit de créance sur l'entité qui les émet, transmissibles par inscription en compte ou tradition, à l'exclusion des effets de commerce;</li> <li>- parts et titres de créance émis par des fonds communs de créance ;</li> <li>- dépôts ;</li> <li>- risque de contrepartie définit au I. de l'article 4-4 du décret n° 89-623.</li> </ul>	<p><b>Jusqu'à 20 %</b> de son actif</p> <p>En cas d'investissement en obligations spécifiques ou garanties mentionnées supra page 4, le ratio de 20 % peut être porté à <b>35 %</b> sur une même entité. Cependant, dans le cas de titres provenant d'au moins 6 émissions différentes dont aucune ne dépasse 30% de l'actif de l'OPCVM, ce ratio n'est pas applicable.</p>
--	---

#### LIMITES D'INVESTISSEMENT PAR RAPPORT AU PASSIF D'UNE MÊME ENTITE

Instruments financiers assortis d'un droit de vote d'un même émetteur.	<b>Pas plus de 10 %</b>
Instruments financiers mentionnés aux a) et d) du 2° de l'article 1er du décret n° 89-623, donnant accès directement ou indirectement au capital d'un même émetteur (actions, actions à dividende prioritaire, certificat d'investissement, bons de souscriptions, obligations convertibles, échangeables en titres	<b>Pas plus de 10 %</b>

donnant directement ou indirectement accès au capital...)	
Instruments financiers mentionnés aux b) et d) du 2° de l'article 1er du décret n° 89-623, conférant directement ou indirectement un droit de créance général sur le patrimoine d'un même émetteur (dont titres participatifs, obligations convertibles, obligations échangeables ou subordonnées conférant directement ou indirectement un droit de créance général sur le patrimoine...).	<b>Pas plus de 10 %</b>
Parts ou actions d'un même OPCVM. (tous compartiments confondus)	<b>Pas plus de 25 %</b>
Valeur des parts émises par un même FCC pour les fonds dont la société de gestion est placée sous le contrôle d'un établissement de crédit ayant cédé des créances au fonds, et par une Sicav dont les dirigeants sociaux et dirigeants titulaires d'un contrat de travail dépendent d'un établissement de crédit ayant cédé des créances au fonds.	<b>Pas plus de 5 %</b>

## V – Règles d'évaluation et de comptabilisation des actifs

L'organisme s'est conformé aux règles comptables prescrites par la réglementation en vigueur, et notamment au plan comptable des OPCVM (Avis du Conseil National de la Comptabilité n° 2003-08 du 24 juin 2003).

La devise de comptabilité du fonds est l'euro.

Les comptes relatifs au portefeuille titres sont tenus par référence au coût historique : les entrées (achats ou souscriptions) et les sorties (ventes ou remboursements) sont comptabilisées sur la base du prix d'acquisition, frais exclus. Toute sortie génère une plus value ou une moins value de cession ou de remboursement et éventuellement une prime de remboursement.

L'OPCVM valorise son portefeuille à la valeur actuelle, valeur résultant de la valeur de marché ou à défaut d'existence de marché de méthodes financières par tous moyens externes : valeurs d'expertise, valeur retenue en cas d'OPA ou OPE, transactions significatives...

La différence valeur d'entrée - valeur actuelle génère une plus ou moins-value qui sera enregistrée en "différence d'estimation du portefeuille".

Les règles d'évaluation sont fixées, sous sa responsabilité, par la société de gestion.

### ➤ Règles d'évaluation des actifs :

Le calcul de la valeur liquidative de la part est effectué en tenant compte des règles d'évaluation ci-dessous :

Les instruments financiers et valeurs négociées sur un marché réglementé sont évalués au prix du marché.

Toutefois, les instruments suivants sont évalués selon les méthodes spécifiques suivantes :

Les obligations et actions européennes sont valorisées au cours d'ouverture, les titres étrangers au dernier cours de clôture connu.

Les actions et obligations faisant l'objet de couverture ou d'arbitrage par des positions sur les marchés à terme sont évaluées sur la base des cours de clôture du jour.

Les titres de créances et assimilés négociables qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués par l'application d'une méthode actuarielle, le taux retenu étant celui des émissions de titres équivalents affecté, le cas échéant, d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur du titre.

Les titres de créances négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois et en l'absence de sensibilité particulière pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les titres de créances négociables dont la durée de vie est inférieure à 3 mois sont valorisés au taux de négociation d'achat. Un amortissement de la décote ou de la surcote est pratiqué de façon linéaire sur la durée de vie du TCN.

Les titres de créances négociables dont la durée de vie est supérieure à 3 mois sont valorisés au taux de marché.

Les parts ou actions d'O.P.C.V.M. sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue.

Les instruments financiers dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation ou dont le cours a été corrigé sont évalués à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la société de gestion. Ces évaluations et leur justification sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles

Les titres qui font l'objet de contrats de cession ou d'acquisition temporaire sont évalués en conformité avec la réglementation en vigueur selon les conditions du contrat d'origine.

Les instruments financiers non négociés sur un marché réglementé sont évalués sous la responsabilité de la société de gestion à leur valeur probable de négociation.

Les warrants ou bons de souscription obtenus gratuitement lors de placements privés ou d'augmentation de capital seront valorisés dès leurs admissions sur un marché réglementé.

Les contrats :

Les opérations sur les marchés à terme ferme sont valorisées au cours de compensation et les opérations conditionnelles selon le titre du support.

La valeur de marché pour les contrats à terme ferme est égale au cours en euro multiplié par le nombre de contrats.

La valeur de marché pour les opérations conditionnelles est égale à la traduction en équivalent sous-jacent.

Les swaps de taux sont valorisés au taux de marché conformément aux dispositions contractuelles.

Les opérations de hors-bilan sont évaluées à la valeur de marché.

Modalités pratiques :

Les actions et les obligations sont évaluées sur la base des cours extraits de la base de données Finalim en fonction de leur place de cotation. Les possibilités de recherche sont complétées par des écrans de consultation de Reuters et des écrans de consultation de la société Bloomberg :

Europe : extraction à 8 h à date de calcul VL +1 pour une cotation au cours de clôture.

Les positions sur les marchés à terme fermes à chaque valeur liquidative sont évaluées sur la base des cours de compensation du jour.

Les positions sur les marchés à terme conditionnels à chaque valeur liquidative sont évaluées selon les principes employés pour leur sous-jacent.

➤ **Méthode de comptabilisation :**

Mode de comptabilisation pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe :

Le produit des obligations, des titres participatifs, des effets publics et des créances de toute nature, détenus par le fonds s'entend des produits encaissés entre la date d'acquisition ou de la précédente clôture et la date d'arrêté. Il est inscrit en revenus distribuables selon la méthode des coupons courus.

Mode d'enregistrement des frais d'acquisition de titres :

Les frais d'acquisitions sont imputés aux comptes de frais de négociation de l'OPCVM.

Mode de calcul des frais de gestion :

Les frais de gestion sont imputés au compte de résultat de l'OPCVM lors du calcul de chaque valeur liquidative.

Les frais de gestion recouvrent les charges liées à la gestion financière, à la gestion administrative et comptable, à la conservation des actifs, à la distribution des avoirs et aux contrôles du dépositaire.

Les frais de gestion sont calculés sur la base de l'actif brut déduction faite des parts d'OPCVM du groupe MARTIN MAUREL.

**RÈGLEMENT  
FONDS COMMUN DE PLACEMENT  
BMM INDEXi**

## **TITRE 1 - ACTIF ET PARTS**

### **Article 1 - Parts de copropriété**

Les droits des copropriétaires sont exprimés en parts, chaque part correspondant à une même fraction de l'actif du fonds. Chaque porteur de parts dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du fonds proportionnel au nombre de parts possédées.

La durée du fonds est de 99 ans à compter du 26 juillet 2002 sauf dans les cas de dissolution anticipée ou de la prorogation prévue au présent règlement.

Catégories de parts :

Les caractéristiques des différentes catégories de parts et leurs conditions d'accès sont précisées dans le prospectus simplifié et la note détaillée du FCP.

Les différentes catégories d'actions pourront :

- bénéficier de régimes différents de distribution des revenus ; (distribution ou capitalisation)
- être libellées en devises différentes ;
- supporter des frais de gestion différents ;
- supporter des commissions de souscriptions et de rachats différentes ;
- avoir une valeur nominale différente.

Les parts pourront être fractionnées, sur décision du Directoire de la société de gestion en dixièmes, centièmes, millièmes, ou dix-millièmes dénommées fractions de parts.

Les dispositions du règlement réglant l'émission et le rachat de parts sont applicables aux fractions de parts dont la valeur sera toujours proportionnelle à celle de la part qu'elles représentent. Toutes les autres dispositions du règlement relatives aux parts s'appliquent aux fractions de parts sans qu'il soit nécessaire de le spécifier, sauf lorsqu'il en est disposé autrement.

Enfin, le Directoire de la société de gestion peut, sur ses seules décisions, procéder à la division des parts par la création de parts nouvelles qui sont attribuées aux porteurs en échange des parts anciennes.

### **Article 2 - Montant minimal de l'actif**

Il ne peut être procédé au rachat des parts si l'actif du FCP devient inférieur à 300 000 euros ; dans ce cas, et sauf si l'actif redevient entre temps supérieur à ce montant, la société de gestion prend les dispositions nécessaires pour procéder dans le délai de trente jours à la fusion ou à la dissolution du fonds.

### **Article 3 - Émission et rachat des parts**

Les parts sont émises à tout moment à la demande des porteurs sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription.

Les rachats et les souscriptions sont effectués dans les conditions et selon les modalités définies dans le prospectus simplifié et la note détaillée.

Les parts de fonds commun de placement peuvent faire l'objet d'une admission à la cote selon la réglementation en vigueur.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour du calcul de la valeur liquidative. Elles peuvent être effectuées en numéraire et/ou par apport de valeurs mobilières. La société de gestion a le droit de refuser les valeurs proposées et, à cet effet, dispose d'un délai de sept jours à partir de leur dépôt pour faire connaître sa décision. En cas d'acceptation, les valeurs apportées sont évaluées selon les règles fixées à l'article 4 et la souscription est réalisée sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les rachats sont effectués exclusivement en numéraire, sauf en cas de liquidation du fonds lorsque les porteurs de parts ont signifié leur accord pour être remboursés en titres. Ils sont réglés par le dépositaire dans un délai maximum de cinq jours suivant celui de l'évaluation de la part.

Toutefois, si, en cas de circonstances exceptionnelles, le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le fonds, ce délai peut être prolongé, sans pouvoir excéder 30 jours.

Sauf en cas de succession ou de donation-partage, la cession ou le transfert de parts entre porteurs, ou de porteurs à un tiers, est assimilé(e) à un rachat suivi d'une souscription ; s'il s'agit d'un tiers, le montant de la cession ou du transfert doit, le cas échéant, être complété par le bénéficiaire pour atteindre au minimum celui de la souscription minimale exigée par le prospectus simplifié et le prospectus complet.

En application de l'article L. 214-30 du code monétaire et financier, le rachat par le FCP de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande.

Lorsque l'actif net du FCP est inférieur au montant fixé par la réglementation, aucun rachat des parts ne peut être effectué.

#### **Article 4 - Calcul de la valeur liquidative**

Le calcul de la valeur liquidative des parts est effectué en tenant compte des règles d'évaluation figurant dans la note détaillée du prospectus complet.

### **TITRE 2 - FONCTIONNEMENT DU FONDS**

#### **Article 5 - La société de gestion**

La gestion du fonds est assurée par la société de gestion conformément à l'orientation définie pour le fonds.

La société de gestion agit en toutes circonstances pour le compte des porteurs de parts et peut seule exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans le fonds.

#### **Article 5 bis - Règles de fonctionnement**

Les instruments et dépôts éligibles à l'actif de l'OPCVM ainsi que les règles d'investissement sont décrits dans la note détaillée du prospectus complet.

#### **Article 6 - Le dépositaire**

Le dépositaire assure la conservation des actifs compris dans le fonds, dépouille les ordres de la société de gestion concernant les achats et les ventes de titres ainsi que ceux relatifs à l'exercice des droits de souscription et d'attribution attachés aux valeurs comprises dans le fonds. Il assure tous encaissements et paiements.

Le dépositaire doit s'assurer de la régularité des décisions de la société de gestion. Il doit, le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles. En cas de litige avec la société de gestion, il informe l'Autorité des marchés financiers.

#### **Article 7 - Le commissaire aux comptes**

Un commissaire aux comptes est désigné pour six exercices, après accord de l'Autorité des Marchés Financiers, par le directoire de la société de gestion.

Il effectue les diligences et contrôles prévus par la loi et notamment certifie, chaque fois qu'il y a lieu, la sincérité et la régularité des comptes et des indications de nature comptable contenues dans le rapport de gestion.

Il peut être renouvelé dans ses fonctions.

Il porte à la connaissance de l'Autorité des Marchés Financiers, ainsi qu'à celle de la société de gestion du FCP, les irrégularités et inexactitudes qu'il a relevées dans l'accomplissement de sa mission.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Il apprécie tout apport en nature et établit sous sa responsabilité un rapport relatif à son évaluation et à sa rémunération.

Il atteste l'exactitude de la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le directoire de la société de gestion au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

En cas de liquidation, il évalue le montant des actifs et établit un rapport sur les conditions de cette liquidation.

Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes.

#### **Article 8 - Les comptes et le rapport de gestion**

A la clôture de chaque exercice, la société de gestion établit les documents de synthèse et établit un rapport sur la gestion du fonds pendant l'exercice écoulé.

L'inventaire est certifié par le dépositaire et l'ensemble des documents ci-dessus est contrôlé par le commissaire aux comptes.

La société de gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit : ces documents sont, soit transmis par courrier à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à leur disposition à la société de gestion ou chez le dépositaire.

### **TITRE 3 - MODALITÉS D'AFFECTION DES RÉSULTATS**

#### **Article 9**

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, jetons de présence ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du fonds majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les sommes distribuables sont égales au résultat net de l'exercice augmenté des reports à nouveau et majoré ou diminué du solde des comptes de régularisation des revenus afférents à l'exercice clos.

La société de gestion décide de la répartition des résultats.

Pour chaque catégorie de parts, le cas échéant, le FCP peut opter pour l'une des formules suivantes :

- la capitalisation pure : les sommes distribuables sont intégralement capitalisées à l'exception de celles qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi ;

- la distribution pure : les sommes sont intégralement distribuées, aux arrondis près ; possibilité de distribuer des acomptes ;

- pour les FCP qui souhaitent conserver la liberté de capitaliser ou/et de distribuer. La société de gestion décide chaque année de l'affectation des résultats. Prévoir la possibilité de distribuer des acomptes.

### **TITRE 4 - FUSION - SCISSION - DISSOLUTION - LIQUIDATION**

#### **Article 10 - Fusion - Scission**

La société de gestion peut soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans le fonds à un autre OPCVM qu'elle gère, soit scinder le fonds en deux ou plusieurs autres fonds communs dont elle assurera la gestion.

Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'un mois après que les porteurs en ont été avisés.

Elles donnent lieu à la délivrance d'une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque porteur.

#### **Article 11 - Dissolution - Prorogation**

Si les actifs du fonds demeurent inférieurs, pendant trente jours, au montant fixé à l'article 2 ci-dessus, la société de gestion en informe l'Autorité des Marchés Financiers et procède, sauf opération de fusion avec un autre fonds commun de placement, à la dissolution du fonds.

La société de gestion peut dissoudre par anticipation le fonds ; elle informe les porteurs de parts de sa décision et à partir de cette date les demandes de souscription ou de rachat ne sont plus acceptées.

La société de gestion procède également à la dissolution du fonds en cas de demande de rachat de la totalité des parts, de cessation de fonction du dépositaire, lorsqu'aucun autre dépositaire n'a été désigné, ou à l'expiration de la durée du fonds, si celle-ci n'a pas été prorogée.

La société de gestion informe l'Autorité des Marchés Financiers par courrier de la date et de la procédure de dissolution retenue. Ensuite, elle adresse à l'Autorité des Marchés Financiers le rapport du commissaire aux comptes.

La prorogation d'un fonds peut être décidée par la société de gestion en accord avec le dépositaire. Sa décision doit être prise au moins 3 mois avant l'expiration de la durée prévue pour le fonds et portée à la connaissance des porteurs de parts et de l'Autorité des Marchés Financiers.

#### **Article 12 - Liquidation**

En cas de dissolution, le dépositaire, ou la société de gestion, est chargé(e) des opérations de liquidation. Ils sont investis à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts en numéraire ou en valeurs.

Le commissaire aux comptes et le dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

### **TITRE 5 - CONTESTATION**

#### **Article 13 - Compétence - Élection de domicile**

Toutes contestations relatives au fonds qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la société de gestion ou le dépositaire, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.